

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 19 décembre 2025

Nos réf. : SAU/AR/MI n° 25 - 706

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

LACOSTE OPERATIONS

25, rue Jules Didier
10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 novembre 2025 dans l'établissement LACOSTE OPERATIONS implanté 25, rue Jules Didier - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 04 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "Travaux par point chaud".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACOSTE OPERATIONS
- 25, rue Jules Didier - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LACOSTE OPERATIONS (anciennement DEVANLAY LACOSTE) est spécialisée dans la teinture et les apprêts sur des textiles en coton. L'établissement est un site dit « de production intégrée » qui fabrique des polos à partir de fils neufs. Les trois grandes étapes de production sont le tricotage, la teinture et la confection. Les produits textiles issus de la fabrication sont destinés au marché sous la marque LACOSTE.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
4	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
6	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
7	Risque incendie	AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.3.2	Sans objet
9	Ressources en eau et en mousse	AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.6.3	Sans objet
10	Consignes d'intervention	AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas relevé de non-conformité concernant les points réglementaires contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.
Constats : L'exploitant dispose dans son Plan d'Urgence Interne d'un plan des stockages des matières en fonction des rubriques ICPE (produits chimiques, bois, matières combustibles, etc). Les dangers associés (inflammable,explosif) sont également indiqués sur ce plan. Le plan mis à jour en octobre 2025 a été consulté lors de la visite d'inspection (référence : SU-SSTS-SEC-92). La première version du plan date d'août 2023. Le SDIS a été consulté pour la réalisation de ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection du site, la présence de panneaux rappelant l'interdiction de fumer et de vapoter à l'entrée de chaque bâtiment. Le Plan d'Urgence Interne indique également l'interdiction d'apporter du feu dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : Le site dispose d'un modèle de plan de prévention. Il est numérique et s'appelle en interne de l'entreprise le registre de sécurité. Il indique en fonction des activités et des dangers associés les moyens de prévention à mettre en oeuvre. L'exploitant réalise un plan de prévention soit ponctuel pour une action d'un prestataire extérieur, soit annuel. Le plan de prévention annuel de la société Debouch Visio pour l'année 2025 a été consulté lors de la visite. Il comporte la liste des sous-traitants de l'entreprise, l'analyse des risques présents sur le site et rappelle les consignes de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] <ul style="list-style-type: none">- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats : Les pictogrammes indiquant l'interdiction d'apporter du feu au niveau des zones présentant un risque incendie sont bien présents sur le site. L'exploitant a déclaré n'accepter qu'un seul sous traitant d'un prestataire extérieur, qui est formé aux conditions de sécurité du site avant toute intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Les prestataires extérieurs doivent faire un module de formation sécurité avant de pouvoir intervenir sur site. Dans le cadre de l'arrêt technique annuel, l'ensemble des prestataires qui interviennent à ce moment-là sont réunis un mois avant pour une formation commune. Les attestations de formation n'ont pas été consultées lors de la visite. Le livret d'intégration (référence SU-SSTS-SEC-127) avec l'ensemble des règles de sécurité sur le site a été transmis par courriel le 3 décembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : Le permis de feu de la société Eiffage Energie, en date du 17 juillet 2025, a été consulté lors de la visite d'inspection. Il comprend notamment le nom du site concerné, la localisation de l'intervention, les consignes de sécurité ainsi que la levée de doute après les travaux (deux heures après) et le retour de la levée de doute.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments et les locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.
Constats : Le site dispose d'une centrale SSI (système de sécurité incendie) qui est gérée par un prestataire extérieur. Il dispose de détecteurs de fumée qui sont reliés à la centrale et contrôlés tous les ans (cf. point de contrôle ci-après).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant réalise un contrôle annuel de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">• le sprincklage : le dernier contrôle a eu lieu le 9 juillet 2025. Le rapport (032/02/E1) du prestataire extérieur indique que les observations doivent faire l'objet de travaux de la part de l'exploitant (essai tous les quinze jours de la maintenance du réseau).• les extincteurs : le dernier contrôle a eu lieu le 17 janvier 2025. Le rapport (1010279/010) du prestataire extérieur indique que l'ensemble des extincteurs présents sur le site sont conformes. L'exploitant dispose d'extincteurs de réserve sur le site qui sont également contrôlés par le prestataire extérieur.• les robinets d'incendie armés (RIA) : le dernier contrôle a eu lieu le 17 janvier 2025. Le rapport (1010279/010) du prestataire extérieur indique que l'ensemble des RIA sont conformes.• les poteaux incendie : le dernier contrôle a eu lieu le 29 octobre 2025. Le rapport qui a été consulté lors de la visite indique qu'un poteau incendie n'a pas pu être contrôlé car le carré de manœuvre était cassé. L'exploitant doit le remplacer. Les deux autres sont conformes.• les détecteurs de fumée : le dernier contrôle a eu lieu les 28-29 avril 2025 et le rapport n'indique pas de non-conformité. Lors de la visite d'inspection du site, un contrôle par échantillonnage des moyens de lutte contre l'incendie a été réalisé. Au niveau des bureaux, les extincteurs n°37 et 38, présentent bien les vignettes de contrôle qui indiquent les contrôles annuels. Ces extincteurs sont bien indiqués par le pictogramme en vigueur. Au niveau de la zone de tricotage, un plan d'évacuation est présent. Le RIA n°49 présent dans la zone est bien contrôlé tous les ans et bien indiqué. Dans la zone de confection, le RIA n°10 est bien contrôlé tous les ans et bien indiqué. Il en est de même pour les extincteurs n°88 et 89.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira à l'Inspection les résultats du contrôle du poteau incendie qui n'a pas pu être contrôlé le 29 octobre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et qui sont composés : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs en nombre et qualités adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets;- de robinets d'incendie armés en nombre suffisant et judicieusement répartis;- de poteaux incendie en nombre suffisant situés à 200 mètres au plus du site.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs (de différents type en fonction du risque présent) ;• des RIA (robinets d'incendie armés) ;• trois poteaux incendie présents sur le site et deux poteaux incendie présents sur le domaine public dans un rayon de 200m du site;• le sprincklage des bâtiments. Les extincteurs présents sur site sont en nombre suffisant et judicieusement placés. Il en est de même pour les RIA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Consignes d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire.
Constats : Le site dispose d'une procédure d'alerte en cas d'accident pour la période d'exploitation, et d'une autre procédure pour les périodes hors exploitation. Elles sont présentes dans le Plan d'Urgence Interne. Il comporte également l'annuaire des personnes à prévenir en cas de sinistre. Le site est gardienné 24h/24 et 7j/7. L'exploitant a indiqué que le gardien dispose d'un exemplaire du Plan d'urgence interne. Le gardien n'a pas été rencontré lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite